



Auteur : Didier Reuter
www.bookiner.com

Usage libre de droits (non marchand) avec mention «Bookiner.com»

CHÔMAGE - INSERTION

Un chômage qui grossit constamment
Le retour du protectionnisme
Une réalité officielle à multiplier par 4
RMI : le délire UMP
3 mesures en faveur des chômeurs-créateurs
Plus de résultat et moins d'effets d'annonces
Alerte au RMI !
Encore des devoirs et des sanctions
Chômage, 50% de baisse pour les pères de famille
Anpe, la méthode dite des «habiletés»
Le coup du «Pare»
Nouvelle détérioration planétaire
90% de chômeurs de plus que les chiffres officiels
Les avantages du Pare
1 chômeur sur 2 ne veut pas travailler
Un siècle déjà

UN CHÔMAGE QUI GROSSIT CONSTAMMENT (2012)

Si le chômage flambe moins qu'ailleurs en temps de crise du fait de rigidités structurelles dans le droit du travail, il diminue, de manière inverse, moins vite lorsque la croissance repart. Cette mécanique infernale baptisée «rigidité à la baisse» fait que le nombre d'inscrits au Pôle emploi affiche une hausse de +45% depuis l'été 2008 et que depuis le printemps 2012, le chiffre atteint même 30 000 chômeurs de plus en moyenne chaque mois (1.000 par jour). La CGT estime que près de 80 000 postes sont directement menacés par les plans sociaux. Alors que les licenciements économiques ne représentent que 6% des ruptures de CDI, il faut y ajouter les fins de mission d'intérim et de CDD qui représentent le tiers des inscriptions à Pôle emploi. Actuellement, 65% des embauches se font sur des contrats courts d'une durée inférieure à 1 mois.

UN SOUS-EMPLOI ANORMAL

Bien que la France dépense près de 100 milliards d'euros chaque année pour la politique de l'emploi, le chômage continue à grossir. C'est également le cas du sous-emploi avec le temps partiel subi (1,35 million), les contrats courts et précaires (2,70 millions) et surtout les 3,5 millions de salariés déclassés, dont le niveau de qualification est nettement supérieur à celui requis pour l'emploi occupé. En ajoutant tous ceux qui ont renoncé à trouver un emploi mais souhaitent travailler et/ou sont en formation (0,57 million), il existe actuellement en France 8,10 millions de personnes en situation de chômage et de mal-emploi. Soit plus d'1 actif sur 4 avec une forte polarisation sur les deux extrêmes des classes d'âge : les jeunes dont le taux de chômage est 2,3 fois plus élevé (22,1%) que celui de leurs aînés (10,1%) et qui mettent en moyenne 5 ans pour décrocher un emploi durable après leurs études et, les +55 ans dont le taux d'emploi (44,3%) reste de 5 points inférieur à la moyenne européenne. L'Apec estime, de son côté, que les embauches de cadres doivent rester étales jusqu'en 2016 avec, à la clé, un durcissement de l'accès à l'emploi pour les jeunes diplômés.

LE RETOUR DU PROTECTIONNISME (2010)

Un sondage publié par le Financial Times révèle la montée du nationalisme et du repli sur soi en matière d'emploi. Avec la crise et la hausse du chômage, il semble que les tensions augmentent entre les travailleurs nationaux et les immigrés qui redeviennent dans certains pays de l'Union de parfaits boucs émissaires suspectés de concurrence illégitime et déloyale. Un reproche considéré par l'OCDE comme totalement infondé sachant que, au contraire, les immigrés sont les premières victimes de la remontée du chômage notamment dans la construction et l'hôtellerie-restauration mais aussi à cause de leurs contrats précaires. En fait, la règle du «dernier arrivé, premier licencié» s'applique tout particulièrement aux immigrés récents. Pourtant le dernier sondage paru dans le Financial Times indique que 79% des Italiens, 78% des Britanniques, 67% des Allemands et 51% des Français estiment qu'il faudrait demander aux immigrés au chômage de quitter le pays ! Encore plus significatif au sein même de l'Union Européenne, les manifestations d'ultranationalisme dans lesquelles 54% des Britanniques, 49% des Allemands et 37% des Français, avouent être opposés à la possibilité offerte aux citoyens de l'Union de venir travailler chez eux.

. % de personnes approuvant le fait que les immigrés au chômage doivent quitter le pays :

79%	Italie
78%	Grande-Bretagne
71%	Espagne
67%	Allemagne
64%	Etats-Unis
51%	France

Source : Financial Times/Harris Interactive

. % de personnes désapprouvant le fait que des citoyens d'autres pays de l'Union Européenne puissent travailler dans leur propre pays :

54%	Grande-Bretagne
49%	Allemagne

41% Espagne
37% France
33% Italie

Source : *Financial Times/Harris Interactive*

UNE RÉALITÉ OFFICIELLE À MULTIPLIER PAR 4 ! (2006)

Alors que le gouvernement se montre rassurant sur le front de l'emploi en évoquant une baisse du nombre de chômeurs, de nombreuses protestations se manifestent un peu partout contre les radiations abusives des demandeurs d'emploi faisant ainsi baisser artificiellement les chiffres du chômage et, surtout, en précarisant encore davantage les exclus de l'emploi. Même les économistes considèrent que la société française produit très peu de nouveaux emplois observant là une véritable contradiction en matière de rapport emploi/chômage. Pour les auteurs du livre *«Plein emploi ou le chaos»* de Jean-Gabriel Bliel et Alain Parguez, paru aux *Ed. Economica*, le chômage officiel (9,3% avec 2,3 millions de chômeurs officiels) est loin de correspondre au sous-emploi réel qui se monterait en France, selon eux, à 34% de la population active (9,24 millions d'individus).

Dans leur démonstration sont pris en compte tous les cercles durs et collatéraux du chômage :

- . 2,71 millions de chômeurs
- . 2,62 millions de titulaires d'emplois précaires (CDD, Intérim, stage, contrats aidés)
- . 1,22 million de Rmistes
- . 1,20 million de personnes soumises au temps partiel contraint
- . 0,77 million de personnes à la recherche de CDD ou emploi à temps partiel
- . 0,62 million de personnes en chômage diffus (+78H dans le mois)
- . 0,41 million de travailleurs âgés dispensés de recherche d'emploi ou faux retraités

RMI : LE DÉLIRE UMP (2006)

L'UMP n'en finit pas de redresser les torts en faisant acte d'autoritarisme sur tous les fronts, comme en sanctionnant tous les «déviant» du système (sécurité routière, délinquance juvénile, fiscalité, éducation nationale, sécurité sociale, immigration...). La dernière innovation de cette «folie parlementaire» consiste à mettre en place une amende administrative à l'encontre des rmistes pour toute déclaration inexacte ou incomplète, ou bien en l'absence d'information sur un changement de situation. L'amende maximum prononçable directement par les présidents de conseils généraux serait de 3.000 €, en complément d'une amende pénale de 4.000 € pour toutes les fraudes caractérisées. Même s'il existe des organisations semi-mafieuses usant d'identités virtuelles et profitant des minima sociaux, plus de 95% du million de rmistes sont des gens honorables (et pauvres) faisant dire à Gilbert Lagouanelle, directeur du Secours catholique *«Qu'on pénalise, oui, mais il faut faire attention aux gens en grande difficulté. Comment va-t-on faire pour ne pas pénaliser les 10% d'illettrés qui remplissent mal les documents administratifs et envoient des déclarations inexactes ou incomplètes ?»*

. Répartition des rmistes en France par âge (base 2003) :

23% 25-29 ans
27% 30-39 ans
27% 40-49 ans
23% 50 ans et plus

. Répartition des rmistes en France par niveau de diplôme (base 2003) :

7% BEPC
20% Bac et supérieur
23% CAP-BEP
50% Aucun
Source : *Drees*

3 MESURES EN FAVEUR DES CHÔMEURS-CRÉATEURS (2005)

Dans le cadre du nouveau plan de cohésion sociale, il est prévu 3 mesures en faveur des chômeurs souhaitant créer leur entreprise. D'un coût global de 928 millions d'euros, l'objectif du dernier plan Borloo est d'aider les chômeurs à créer 100.000 entreprises sur 5 ans. La première mesure repose sur un système de tutorat destiné à accompagner le créateur avec la présence d'un cadre senior qui lui apporte une aide technique et son carnet d'adresses. Ce tutorat est destiné à être reconnu comme une forme de formation professionnelle et financé à ce titre. La seconde mesure est de faciliter l'accès au crédit via un fonds dont la mission est de garantir les prêts consentis par les guichets bancaires à vocation sociale. La troisième mesure consiste en une prolongation du dispositif Accre (Aide aux chômeurs créateurs et repreneurs d'entreprise) avec une exonération des cotisations sociales du revenu du chômeur-créateur pendant 3 ans.

PLUS DE RÉSULTAT ET MOINS D'EFFETS D'ANNONCES (2005)

Alors que depuis 2 ans le gouvernement ne cesse de cultiver l'espoir d'une embellie de l'emploi et promet même une baisse de 10% du chômage en 2005 (soit 260.000 chômeurs en moins), les chiffres du chômage ont quant à eux dépassé les 10%, une première depuis 5 ans. Pour Emmanuel Ferry, analyste chez *Exane BNP Paribas*, malgré un taux de croissance de 2,3% en 2004, *«Il y a peu de créations d'emplois, car la reprise est en trompe l'œil. Elle n'est que le fruit d'une forte dynamique immobilière et d'une certaine exubérance des ménages, qui ont été très sensibles à des baisses de prix, notamment sur les biens électroniques»*. Même avis du côté des experts du CCF qui soulignent que *«Compte tenu de l'accroissement de la population active, cela représente la création d'au moins 300.000 emplois. C'est ambitieux : au cours des 25 dernières années, cela ne s'est produit que lorsque la croissance était supérieure à 3%, rythme qui ne sera a priori pas atteint en 2005.»*

UN MARCHÉ DU TRAVAIL AU POINT MORT

Avec 22% de chômeurs chez les moins de 25 ans, le gouvernement n'a aucun intérêt à faire des effets d'annonces afin de rassurer les syndicats, d'autant plus que la plupart des entreprises ont encore l'objectif, cette année, d'embaucher le moins possible afin de maintenir leur niveau de rentabilité et de maîtriser leurs coûts, notamment salariaux. Un sentiment partagé par Jean-Luc Decomoy, patron de *KPMG*, qui confirme que beaucoup d'entreprises *«arrivent à peine à se maintenir au-dessus du point mort. 2004 a été difficile pour elles et 2005 ne s'annonce guère mieux»*. Du côté de l'Association française des économistes d'entreprise la position est également septique, en confirmant que toute l'industrie devrait connaître une nouvelle fois cette année une décélération de sa production. Même les départs en retraite ne vont pas automatiquement créer un appel pour l'emploi. Pour Claude Seibel du Commissariat Général au Plan : *«la baisse du chômage dépend bien davantage de la vigueur de la croissance et des nouveaux projets des entreprises que de l'accélération des départs en retraite»*. Selon lui, au total, il y a même plutôt *«Un risque de baisse de l'emploi si la croissance n'est pas dynamique ou si les évolutions sont mal anticipées»*. Au final, si baisse du chômage il y a en 2005, il faudra surtout regarder de très près du côté des petits arrangements avec les chiffres officiels !

ALERTE AU RMI ! (2005)

Fin 2004, il n'y a jamais eu autant de Rmistes (de pauvres) avec 1,2 millions de personnes concernées, soit 200.000 de plus qu'en 1999. Les Conseils Généraux commencent à crouler sous la charge financière, alors que les services de l'Etat dégraissent allègrement le nombre de chômeurs de longue durée en les faisant passer au RMI, faisant ainsi baisser les statistiques officielles du chômage.

3 raisons expliquent ce phénomène dans un contexte général de pénurie d'emplois :

- . Le durcissement progressif de l'assurance-chômage faisant que faute d'avoir travaillé suffisamment longtemps, un grand nombre de chômeurs se retrouvent dépourvus d'indemnisation ;
- . La multiplication des travailleurs pauvres occupant des emplois à temps limité, c'est-à-dire des petits boulots ;
- . L'augmentation du nombre de personnes éloignées de l'emploi et marginalisées par un processus d'exclusion qui s'est lui-même durci.

L'insertion professionnelle et son parcours associatif, dont le rôle initial était de servir de «sas», c'est progressivement transformé en une «nasse» avec des perspectives d'emploi sans avenir et/ou, presque à chaque fois, un retour rapide à la case départ. Dans cette spirale infernale, les Rmistes ayant conscience que leur avenir professionnel est gravement hypothéqué ont tendance à perdre, peu à peu, toute motivation à se battre comme à se former.

ENCORE DES DEVOIRS ET DES SANCTIONS (2005)

A partir du 1^{er} janvier 2006 entrera en vigueur le nouveau système de contrôle des chômeurs. Effet de mode ou non, les services de l'Anpe ont emboîté le pas dans le registre de la répression des citoyens-chômeurs en agissant sur la privation partielle ou totale des indemnités de chômage. En effet, la circulaire du 15 septembre 2005 a précisé les nouvelles modalités de contrôle prévues par la loi de cohésion sociale du 18 janvier 2005 en matière de «manquements» du chômeur à ses obligations. La sanction se met en place après un refus de 2 offres «valables» proposées durant les 6 premiers mois de chômage et/ou à partir d'offres même éloignées des compétences du chômeur à compter du 6^e mois d'inactivité. Seule la direction départementale du travail pourra sanctionner à partir d'un signalement de l'Anpe. Pour les sanctions supérieures à 2 mois, une commission tripartite devra se réunir (Etat, Anpe, Unedic) afin de rendre un avis qui pourra néanmoins être contesté par le demandeur d'emploi.

- . **Les manquements vus sous l'angle de l'Anpe** : insuffisance de recherche d'emploi, refus d'emploi, refus de contrat d'apprentissage, refus de formation, refus d'action d'insertion, refus de contrat aidé, absence à une convocation.
- . **Les manquements vus sous l'angle de l'Assedic** : déclaration mensongère, travail au noir pendant le chômage.
- . **Les sanctions prévues** : diminution de 20% du montant de l'allocation pendant 2 à 6 mois, puis de 50% pendant 2 à 6 mois, puis de 100% selon le nombre d'offres jugées valables et refusées.

CHÔMAGE, 50% DE BAISSÉ POUR LES PÈRES DE FAMILLE (2004)

Les résultats d'une étude exclusive menée aux Etats-Unis par le *Census Bureau* a montré que le taux de chômage des salariés américains mariés et pères d'enfants âgés de 6 à 17 ans est de seulement 3,5% contre 7,5% pour les hommes sans enfant. Cet écart de plus de 50% s'explique, d'après l'interprétation du cabinet d'outplacement Challenger, Gray & Christmas, par le fait que *«La paternité pousse à cultiver le sens des responsabilités, la capacité de jongler entre plusieurs emplois du temps et la gestion simultanée de plusieurs tâches.»*

ANPE, LA MÉTHODE DITE DES «HABILETÉS» (2004)

Avec un taux moyen de placement des demandeurs d'emploi de l'ordre de 7% et un niveau de satisfaction auprès des patrons de 22%, l'ANPE envisage à moyen terme de faire payer ses services aux entreprises, à l'instar d'un cabinet de recrutement privé. A partir d'une méthode de repérage des candidats dite des «habiletés», l'ANPE souhaite proposer un service à valeur ajoutée qui ne repose plus simplement sur une proposition de candidats en fonction du CV ou de la détention d'un diplôme, mais en fonction des aptitudes et des capacités réelles des individus en milieu professionnel. Sur le fond cette méthode apparaît intéressante, car elle puise dans les potentiels de l'individu en lui ouvrant des horizons nouveaux autres que ceux découlant de la seule horizontalité de ses expériences professionnelles. Ainsi par exemple, une caissière devrait pouvoir travailler sur une chaîne de montage, puisque son précédent métier lui a appris à lutter contre le stress et à organiser son travail en sachant trier rapidement les produits.

LE COUP DU «PARE» (2003)

Afin d'améliorer les comptes de l'assurance-chômage, l'Unedic a décidé de radier unilatéralement, à compter du 1^{er} janvier 2004, le PARE (Plan d'aide au retour à l'emploi) pour 613.000 bénéficiaires sur

les 2,2 millions d'inscrits. Avec l'accord des syndicats *CFDT*, *CFTC* et *CGT*, il a été convenu de réduire la durée des versements en passant de 30 mois à 23 mois d'indemnisation. Du coup, des milliers d'ayants droit en plein milieu de leur formation longue durée risquent de se retrouver sans ressources dès l'année prochaine et/ou confrontés à une situation financière difficile sur plusieurs mois. La démonstration qu'en temps de crise, la signature de l'Etat dans un contrat citoyen signé au départ par les deux parties ne vaut pas plus que ses effets d'annonce !

NOUVELLE DÉTÉRIORATION PLANÉTAIRE (2003)

Selon les chiffres 2003 du *BIT* (Bureau international du travail), le niveau moyen de chômage dans le monde industrialisé avoisine les 6,2%, soit 185,9 millions de chômeurs répertoriés administrativement. Sur une année, la détérioration planétaire de l'emploi a accusé une nouvelle hausse de 600.000 «victimes» supplémentaires. Ce sont les jeunes de 15 à 24 ans qui sont les plus touchés avec 88,2 millions de demandeurs d'emplois (près de 50% du total). Si la France continue à figurer parmi les mauvais élèves en matière de nombre de chômeurs (9,6%) avec l'Allemagne et l'Espagne, l'Asie affiche, à l'inverse, de bonnes performances avec moins de 5% de chômage structurel.

90% DE CHÔMEURS DE PLUS QUE LES CHIFFRES OFFICIELS ! (2002)

Alors que le gouvernement actuel évoque une baisse de 30% du nombre de chômeurs depuis 1997, les experts affirment de leur côté que cette baisse n'est que de 14% ! Il est vrai que l'actuelle définition du chômage est relativement restrictive, pour ne considérer comme «vrais» chômeurs que ceux qui répondent aux critères suivants : être métropolitain, inscrit à l'*Anpe*, immédiatement disponible et à la recherche d'un poste en CDI à temps plein. D'après Pierre Concialdi, de l'Institut de recherches économiques et sociales, «moins de la moitié des Français au chômage ou en sous-emploi sont comptabilisés dans ces chiffres». Ainsi d'après cet expert, 453.000 personnes qui voudraient travailler à temps partiel et 232.000 autres qui se contenteraient d'une mission d'intérim ou d'un CDD sont «oubliées» dans le baromètre officiel. Il en est de même pour les 573.000 individus exerçant une «activité occasionnelle ou réduite» de moins de 78 heures par mois, des chômeurs de plus de 57,5 ans ou 55 ans dispensés de recherche d'emploi mais conservant leurs droits aux indemnisations, ainsi que des chômeurs en formation. C'est ainsi près de 2 millions de personnes qui ne sont pas intégrées dans l'indicateur officiel du chômage, portant en réalité le nombre de chômeurs «officiels» (2.259.000 en base 11/2001) à 4.293.000 chômeurs «de fait».

. Répartition des catégories de chômeurs (base 11/2001) :

2.259.000	chômeurs «officiels»
+ 453.000	chômeurs en recherche de temps partiel
+ 232.000	Chômeurs en recherche CDD ou temporaire
+ 573.000	chômeurs non disponibles immédiatement
+ 191.000	chômeurs des DOM
+ 365.000	chômeurs dispensés de recherche d'emploi
+ 220.000	chômeurs en formation

Source : ministère de l'emploi et de la solidarité

LES AVANTAGES DU PARE (2002)

Alors que l'objet initial du PARE (plan d'aide au retour à l'emploi) était de réduire de 3 semaines la durée moyenne du chômage afin d'alléger le coût de l'indemnisation, son premier bilan officiel apparaît en demi teinte pour les parties prenantes (*Medef*, *Anpe*, *Unedic*, *Assedic*). Du côté des demandeurs d'emploi, le PARE a permis une réelle amélioration de l'accueil et une bonne prise en charge des chômeurs. Actuellement 95% des chômeurs ont opté pour le PARE (lequel impose une recherche active d'emploi), sachant que celui-ci offre la garantie d'une non-dégressivité des allocations de chômage. Dorénavant, il suffit d'avoir travaillé 14 mois au cours des 2 dernières années précédant la cessation d'activité pour bénéficier des avantages du PARE. Ce sont les 12 derniers mois qui sont retenus et qui permettent une indemnisation identique sur 30 mois. Dans le cas d'un travail de 4 mois au cours des 18 derniers mois, l'indemnisation court sur 4 mois maximum. De la même manière, 6 mois de travail

durant les 12 derniers mois procurent 7 mois d'indemnités. Il existe également des régimes spéciaux pour les salariés de plus de 50 ans et de 55 ans ayant travaillé au moins 27 mois au cours des derniers 36 mois. Les indemnités courent sur 45 mois (pour les + 50 ans) et 60 mois pour les plus de 55 ans.

. Calcul des indemnités de chômage avec le PARE pour les personnes ayant travaillé au moins 14 mois au cours des 2 dernières années, selon 4 tranches de salaire brut mensuel initiale pour une durée maximale d'indemnisation de 30 mois :

1.754 à 9.408 € = 57,4% du salaire brut
1.061 à 1.754 € = 40,4% du salaire brut + 9,94 € par jour
969 à 1.061 € = 24,24 € par jour
Moins de 969 € = 75% du salaire brut
Source : Unedic

1 CHÔMEUR SUR 2 «NE VEUT PAS TRAVAILLER» (2000)

C'est du moins l'analyse faite par 2 chercheurs de l'*Insee* qui estiment en outre, que 23% d'entre eux souhaiteraient travailler mais ne trouvent pas d'emploi à cause du Smic. Pour étayer cette affirmation, ces spécialistes se sont appuyés sur les résultats de l'enquête Emploi, en travaillant sur un échantillon représentatif de 3.250.000 personnes privées d'emploi.

Ils ont classé les demandeurs d'emploi en 3 grandes catégories :

- . le non-emploi volontaire, c'est à dire la personne qui ne veut pas travailler parce qu'elle ne gagnerait pas assez et perdrait un certain nombre d'avantages fiscaux et sociaux.
- . le non-emploi classique, c'est à dire la personne qui veut travailler mais qui sait que le salaire auquel elle peut prétendre est inférieur au Smic.
- . le non-emploi lié à la conjoncture économique.

De ses travaux, les auteurs concluent que près d'un chômeur sur deux est en situation de non-emploi volontaire. Un problème qui toucherait particulièrement les femmes vivant en couple. Ce phénomène est d'ailleurs bien connu des économistes et s'apparente à celui dit des «trappes à pauvreté». En effet, une personne payée au Smic n'aura pas forcément intérêt financièrement à reprendre un travail, car elle perd ses droits au RMI, touche moins en allocation logement et doit payer davantage de taxe d'habitation...

UN SIÈCLE DÉJÀ (Avant 2000)

C'est en 1896 que le recensement national, fait état pour la première fois de la notion de «sans place ou sans emploi». Avant cette date, les personnes «sans place» étaient confondues avec «*les saltimbanques, les bohémiens, les vagabonds, les filles publiques, les personnes internées dans les asiles*» pour ne former qu'une catégorie énigmatique de «population non classée». La notion de chômeur prend officiellement date en 1896, constatant même qu'il en existe 300.000 à l'époque. Il est dès lors possible d'avoir une profession (employé, ouvrier...) et être temporairement privé d'emploi. Pourtant l'Office du Travail se pose déjà des questions qui sont encore d'actualité, en essayant de distinguer «*l'imposteur qui mendie par paresse*» et le «*malheureux qui cherche véritablement du travail sans pouvoir en trouver ?*». C'est 10 ans plus tard en 1906, que la notion se précise en stipulant que pour être chômeur, il faut avoir perdu son travail depuis au minimum 8 jours et au maximum 2 ans (un an pour les plus de 60 ans). Cette définition restera stable jusqu'en 1936, alors qu'un taux national de chômage est calculé dès 1908, confirmant l'existence officielle de cet agrégat socio-économique.